

H-France Review Vol. 23 (April 2023), No. 65

Nicolas Lyon-Caen and Raphaël Morera, *À vos poubelles citoyens ! Environnement urbain, salubrité publique et investissement civique (Paris, XVI-XVIII^e siècle)*. Ceyzérieu: Champ Vallon, 2020. 215 pp. €22.00. (cl). ISBN 979-10-267-0928-2.

Compte rendu par Constance de Font-Réaulx, University of Toronto.

Dans *À vos poubelles, citoyens !*, Nicolas Lyon-Caen et Raphaël Morera revisitent un sujet amplement discuté par l'histoire des sensibilités, celui de la salubrité publique dans le Paris d'Ancien Régime. Alors que ce sujet paraît clos, que dans notre imaginaire collectif le Paris d'Ancien Régime est une ville sale où les Parisiens indifférents laissent les déchets s'empiler, les deux historiens révèlent une nouvelle facette de la salubrité urbaine en redonnant « aux Parisiens toute leur place dans une histoire qui les tient trop souvent pour quantité négligeable » (p. 6).

Leur démarche inscrite dans le courant de l'histoire environnementale fait toute l'originalité de cet ouvrage fondé sur une lecture fine et attentive de nombreux fonds d'archives : les minutes de la ville de Paris, celles du Conseil du roi, des contrats notariés et des fonds Joly de Fleury et Delamare. D'une part, l'approche environnementale permet aux deux historiens de considérer le nettoyage urbain comme un « bien collectif organisé » et dont les « modalités pratiques de gouvernances [...] n'appartiennent ni à un particulier ni à un État » (p. 11). D'autre part, cette définition de « bien collectif » leur permet de considérer les Parisiens comme des véritables acteurs, des usagers actifs en charge du nettoyage de la capitale. Par cette approche, les deux historiens s'éloignent d'une historiographie qui a longtemps affirmé que la gestion de la ville échappait aux Parisiens d'abord lors des réformes institutionnelles des Bourbons au 17^e siècle, puis lors des réformes du libéralisme financier au 18^e siècle. Par l'étude des pratiques et des politiques publiques, Lyon-Caen et Morera montrent ainsi comment « organisée initialement autour de services du public ou au public, la salubrité est devenue un service public » (p. 183).

Consacré aux « déchets et aux ordures d'une ville en croissance », le premier chapitre identifie et étudie les enjeux de la salubrité publique. Alors que Paris s'accroît tout au long de l'époque moderne, la ville fait face à des défis démographiques, spatiaux et sociologiques dont les effets sont accrus par la progressive diversification des activités productives. Si la ville produit plus de déchets, elle ne se retrouve pas forcément submergée par ses poubelles comme le montre la réflexion des deux historiens sur ce qui fait déchet. En partant du sens commun--le déchet est ce qu'on abandonne et rejette--, les deux auteurs révèlent la part de subjectivité du déchet, car ce qui fait déchet dépend de la subjectivité d'un individu. Par conséquent, dans les sociétés préindustrielles où tout s'utilise, tout s'élimine, et tout se revend, à quelques exceptions près, "les déchets ultimes" sont en quantité minime. Parmi les déchets ultimes, on retrouve de rares objets

tels que des tessons de poterie commune, des coquilles d'œufs ou des coquillages. À rebours des temps contemporains, la majorité des déchets produits sont réemployés sur place ou dans les campagnes, ce qui participe à leur marchandisation effectuée « en lien avec la capitalisation financière croissante de la collecte » (p. 32). Dans cette perspective, seul le rapport à l'eau, qu'il faut maîtriser et dont il faut chasser l'excédent, est véritablement problématique.

Face aux volumes de déchets à évacuer, relocaliser ou simplement gérer, les technologies du nettoyage et de propreté restent relativement rudimentaires, comme le montre le second chapitre. D'ailleurs, la notion de « technologie de rupture », souvent utilisée par l'histoire des sciences et des technologies, est dans ce contexte-ci inopérante. Le bon fonctionnement des opérations dépend de trois facteurs : l'état de la chaussée (donc du pavé), la qualité de l'équipement et une main-d'œuvre abondante et bon marché. C'est grâce au savoir empirique des éboueurs employés et salariés que des réseaux urbains du nettoyage émergent à partir du xvi^e siècle. Ainsi, concluent les deux historiens, « avant d'être une affaire d'ingénieurs, de techniciens ou d'architectes, l'aménagement de la cité repose sur l'expertise d'agents de terrain socialement souvent fort humbles. Cela fait sens au sein d'une organisation politique où la première compétence ressort de l'appartenance locale plus que professionnelle » (p. 69).

Le chapitre trois étudie l'urbanisme royal de Louis XIV ainsi que la volonté politique contrariée du monarque et des élites qui le servent. La volonté royale se porte à partir du xvii^e siècle sur la maîtrise de l'hydraulique, notamment par la construction et l'exploitation de canaux pour « laver la ville, favoriser la navigation, drainer les égouts et assainir l'air » (p. 73). Ces propositions de grande ampleur favorisées par le développement commercial et la spéculation foncière sont le fait de faiseurs de projets qui malgré le soutien du roi se heurtent tous à la question du financement de leurs projets. Faute de financement royal, les faiseurs de projet ont aussi la lourde tâche de trouver des capitaux. À partir du xvii^e siècle se mettent en place d'ingénieux montages financiers qui passent par l'accaparement de ressources fiscales existantes tel que cela avait été fait en 1604 pour le pavé et en 1608 pour le nettoyage. L'urbanisme royal est aussi fortement contrarié par la municipalité parisienne, dont l'opposition est analysée en détail dans le livre avec l'exemple du grand égout. C'est enfin à la question de l'organisation politique du nettoyage parisien—entre coopération et opposition— que sont consacrés les trois derniers chapitres.

Le nettoyage urbain est fondé sur des dispositions réglementaires partagées entre le roi, les seigneurs temporels et le bureau de la ville (la municipalité). Si l'historiographie a souvent mis l'accent sur les oppositions entre institutions royales et municipales, dans le chapitre quatre intitulé « Paris délibéré », les deux auteurs insistent sur les espaces de coopération entre ces institutions. De ces dernières émanent des règlements qui définissent et encadrent les pratiques citadines. Dès 1348, le prévôt de Paris confie le nettoyage des rues aux riverains. Dans ce cadre législatif, les Parisiens passent des marchés et délibèrent avec les éboueurs pour en déterminer le financement. Au cours du xvi^e siècle, les dispositifs concernant la collecte des déchets et de l'enlèvement de l'eau croupissante sont de nouveau clarifiés. À partir de l'exemple du Faubourg Saint-Marcel et des contrats notariés passés entre les citoyens et les entrepreneurs, Lyon-Caen et Morera étudient la participation active des Parisiens. Ils montrent que ceux-ci interviennent « comme membres d'une communauté politique fondée par le partage d'un espace de vie » et par le biais de « commissaires établis par justice » dont le profil reflète la sociologie du quartier (p. 96-97). En revanche, ces commissaires ne pratiquent pas une forme d'évergétisme urbain dans la mesure où l'évacuation des boues est financée par une taxe spéciale. Contre cette délibération collective, une première offensive est menée par Henri IV et son premier ministre Sully. Au

mépris des assemblées de quartier et d'une fraction des élites de la capitale (comme le prévôt des marchands et les échevins), leur premier coup de force consiste à octroyer un monopole à deux entrepreneurs associés. Par cette décision, le roi ne détruit pas les anciens réseaux du nettoyage, il les met au service des entrepreneurs choisis. Malgré de premiers échecs dus aux difficultés liées à la taxe des boues, la monarchie persévère en contournant le principe de « pollueur-payeur » en permettant de financer la collecte des boues par une taxe sur le muid de vin en échange d'un loyer préalablement fixé. Les deux auteurs concluent ainsi que si « la logique de l'interconnaissance et de la réputation demeure, [...] le lien financier est rompu » (p. 110). Après 1638 et jusque dans les années 1660 cependant, on assiste au retour de la taxe des boues et donc à la réaffirmation de la participation des Parisiens. Toutefois, le retour à la délibération s'accompagne aussi d'un renforcement institutionnel sous la tutelle du Châtelet et d'un effort dans la collecte de l'information dans un souci de plus grande transparence.

Les années 1660 marquent une nouvelle étape dans le triptyque : le Châtelet (roi), les Parisiens et la municipalité. Analysée dans le chapitre cinq, la croissance de l'administration policière, incarnée par le nouveau lieutenant de police, participe à la « mise à l'écart des Parisiens quant à l'entretien de leur ville mais à leur mobilisation quant à son équipement » (p. 122). Le nettoyage urbain fait partie des nombreuses attributions du nouveau lieutenant qui, après 1660, rappelle les anciennes obligations, comme celle du balayage devant sa porte. Il se consacre aussi à la surveillance de l'exécution des marchés. À l'échelle des quartiers de police qui remplacent non sans difficulté les quartiers municipaux, le commissaire de police est chargé de ce rôle de surveillance et d'enregistrement des plaintes. Pour autant, dans la mesure où l'enlèvement des boues demeure à l'échelle du quartier, la bourgeoisie parisienne reste en charge des deniers consacrés au nettoyage et à l'éclairage. Au tournant du xviii^e siècle, les nécessités économiques de la monarchie, notamment la guerre de Succession d'Espagne, participent à la réforme du financement. À partir de 1704, le roi impose aux Parisiens de racheter la taxe des boues, c'est-à-dire qu'« au lieu de s'acquitter chaque année d'un montant modeste, [les Parisiens] doivent verser en une seule fois l'équivalent de plusieurs années d'imposition » (p. 131). Le roi assume désormais le coût du nettoyage et de l'éclairage. Les conséquences du rachat sont immédiates. D'une part, celui-ci contribue à la déresponsabilisation et au désintérêt des acteurs locaux. D'autre part, le rachat participe à la professionnalisation des tâches, notamment en ce qui concerne l'éclairage public. Ainsi, comme l'expliquent les deux historiens, l'État devient l'acteur central du nettoyage désormais perçu comme une commodité attendue par la population. Le pendant de la dépersonnalisation, concluent Lyon-Caen et Morera, est donc l'émergence d'un « service public » et le désinvestissement civique.

Le chapitre final consacré aux dernières décennies de l'Ancien Régime étudie un phénomène bien connu : l'affirmation d'une doctrine libérale et ses conséquences sur la gestion des déchets urbains. La régulation du nettoyage urbain n'échappe pas à l'affirmation du libéralisme financier et d'une promotion de l'innovation et du progrès. Le nettoyage urbain, comme beaucoup d'autres domaines de l'environnement parisien, devient l'affaire d'entrepreneurs plus ou moins vertueux. Selon les deux auteurs, l'émergence de ces marchés tient moins d'« une logique capitaliste autonome » que d'un changement porté par les cadres institutionnels hérités depuis 1704 et légitimés par la lieutenance de police (p. 163). Initié dès les années 1720 avec la mise en place d'une gestion unifiée de l'allocation par le roi et par lots des marchés, ce changement aboutit dès 1749 à la création d'un marché unique pour le pavé et les boues. Ce dernier est octroyé à Pierre Outrequin. À la tête de 500 personnes, Outrequin fait preuve d'une maîtrise d'une logistique complexe et de savoir-faire variés. Pour Lyon-Caen et Morera, la création d'un marché

unifié des boues sous la houlette d'Outrequin est une expérience décisive pour expliquer la création de monopoles au profit d'entreprises privées et l'évolution vers le « service public » de l'édilité » dans les dernières décennies de l'Ancien Régime (p. 182). Cette évolution fondamentale permet aux deux historiens d'expliquer l'unification comme « la persistance d'une forme ancienne de police urbaine » (p. 182). Malgré l'unification des marchés, les acteurs de terrain--vidangeurs et éboueurs, par exemple--résistent.

L'unification des marchés, par conséquent, ne va pas de pair avec la disparition des petits métiers. Elle témoigne plutôt de leur intégration dans ces machines commerciales que sont les entreprises à monopole. Car, pour fonctionner, ces entreprises ne peuvent se passer du travail et de l'expérience des Parisiens.

Par ses sujets--la ville, la salubrité, le peuple urbain--cet ouvrage s'inscrit dans la continuité des grands ouvrages écrits sur Paris par les historiens des années 1980 (Daniel Roche, Arlette Farge ou Alain Corbin pour n'en citer que quelques-uns).^[1] Cependant, par son approche et ses méthodes, ce livre marque une rupture qui témoigne du champ des possibles ouverts par les études environnementales.

Le chemin des déchets de la ville à la campagne décrit un espace urbain élargi qui ne se limite plus aux barrières et aux faubourgs de la ville. Les acteurs urbains et des campagnes se rencontrent dans le cadre de l'évacuation des déchets et de leur réutilisation. Dans ce cadre, une relation de dépendance inversée se dessine entre la ville et ses campagnes. La dépendance n'est plus celle de la ville envers sa campagne mais de la campagne envers la ville. Dès lors, la ville n'est plus aussi stérile que les écrivains et philosophes moralistes de la seconde moitié du xviii^e siècle la décrivaient. Leurs écrits ont pourtant joué un rôle essentiel dans l'histoire des sensibilités qui a expliqué les premiers moments de l'hygiénisme par le changement des régimes de sensibilités des élites réformistes.

L'approche adoptée ici conteste et déplace l'agenda de recherche de l'histoire de la salubrité et l'emmène vers celle de l'histoire des biens collectifs et de la naissance du « service public ». Or, depuis 2005 et l'article de Dominique Margairaz, « L'invention du 'service public' », publié dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, ce champ de recherche en est toujours à ses premiers balbutiements alors qu'il est un enjeu majeur pour les chercheurs en sciences sociales qui étudient la marchandisation de la nature et la privatisation des équipements urbains (notamment ceux de l'eau).^[2] *À vos poubelles citoyens !* nous aide à franchir le Rubicon et prouve à une nouvelle génération de chercheurs qu'elle se doit de se saisir de ce sujet et de revisiter l'histoire de l'environnement urbain parisien.

Enfin, c'est une nouvelle histoire du peuple parisien que ce livre écrit. Souvent étudié par ses manières de vivre et de consommer, par sa sociabilité ou son travail, le peuple parisien demeure une forme informe qui subit les changements politiques et économiques de son temps autant qu'il leur résiste. On connaît ses capacités à s'organiser et à se révolter en s'appuyant sur les communautés de métier et les quartiers. Pourtant, malgré sa force politique, le peuple demeure celui qui ne participe pas à la gouvernance de sa cité. C'est le tour de force de ce livre que de faire du peuple citoyen un acteur clé de la gouvernance des services urbains.

Par une fois, cependant, j'aurais aimé que les auteurs approfondissent leur conclusion ; non qu'elle me semble erronée. D'une part, dans la conclusion du cinquième chapitre, les deux auteurs

écrivent qu'avec l'émergence d'un service public, « le nettoyage devient dans l'esprit des citoyens une commodité attendue » (p. 151). Or, j'aurais aimé que les deux historiens élaborent les tenants et aboutissants de cette attente car elle n'est pas propre à la société parisienne du XVIII^e siècle. En effet, dans un autre contexte comme celui des années 1990, elle a été, par exemple, exploitée pour justifier la privatisation (et délégation) des services publics urbains.[3] Par conséquent, existerait-il un lien entre l'attente des élites (réformistes ou non) et la mise en marché unique des services urbains ?

NOTES

[1] Alain Corbin, *Le Miasme et la jonquille: l'odorat et l'imaginaire social, XVIII^e-XIX^e siècles*. (Paris: Flammarion, 1986); Arlette Farge, *La Vie fragile: violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIII^e siècle* (Paris: Éd. du Seuil, 1992); Daniel Roche, *Le Peuple de Paris: essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle* (Paris: Aubier-Montaigne, 1981).

[2] Dominique Margairaz, "L'invention du 'service public': entre 'changement matériel' et 'contrainte de nommer'," *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 52-53 (2005): 10-32.

[3] Karen Bakker, *Privatizing Water: Governance Failure and the World's Urban Water Crisis* (Ithaca, N.Y: Cornell University Press, 2010).

Constance de Font-Réaulx
University of Toronto
Constance.defontreaulx@utoronto.ca

Copyright © 2023 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172